



HAL
open science

“ C’est une petite musique différente que fait entendre l’approche francophone des relations internationales ”

Guillaume Devin

► To cite this version:

Guillaume Devin. “ C’est une petite musique différente que fait entendre l’approche francophone des relations internationales ”. MagAFSP , 2023, 4, pp.6-9. <hal-04247816>

HAL Id: hal-04247816

<https://sciencespo.hal.science/hal-04247816v1>

Submitted on 18 Oct 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L’archive ouverte pluridisciplinaire HAL, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d’enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons CC BY-NC-ND 4.0 - Attribution - Non-commercial use - No Derivative Works - International License

ENTRETIEN AVEC GUILLAUME DEVIN

« C'est une petite musique différente que fait entendre l'approche francophone des relations internationales »

Les relations internationales demeurent l'une des sous disciplines de la science politique française les moins bien représentées - quantitativement - à l'Université, au CNRS et (donc) à l'AFSP. Guillaume Devin, professeur des universités à Sciences Po, nous explique pourquoi et ce qui fait la spécificité de RI « Made in Francophonie ».

Mag AFSP: Notre dossier du MagAFSP #4 est consacré aux groupes de recherche de l'association lancés en janvier 2023. Aucun projet de groupe consacré aux Relations internationales n'a été soumis à l'Association en réponse à notre appel à candidatures.

Est-ce une coïncidence ou le reflet du caractère marginal des RI dans la science politique française ?

Guillaume Devin: Probablement un peu les deux. Il n'y a pas d'absence systématique ou régulière des RI parmi les groupes AFSP. J'ai moi-même animé pendant plusieurs années avec Delphine Placidi et Charles Tenenbaum un groupe à projet, le Groupe *Organisations internationales*, appuyé par l'AFSP et qui a fort bien réussi puisqu'il a engendré le Groupe de recherche sur l'action multilatérale (GRAM), actuellement GDR CNRS¹. Celui-ci est composé de nombreux chercheurs.e.s appartenant à une dizaine de laboratoires et constitue également une pépinière de projets.

Plus récemment, de 2019 à 2022, il y avait un Groupe *Mondialisation, circulation, transnationalisation*, animé par Delphine Allès, Jacobo Grajalès et Louise Perrodin. Il n'y a donc pas de désertion des internationalistes ni manque d'intérêt pour les initiatives de l'AFSP. En témoigne d'ailleurs la participation significative des internationalistes au dernier Congrès de Lille à travers plusieurs sections thématiques.

Néanmoins, il est vrai que les RI ont toujours un peu de mal à trouver leur place dans la discipline. Tout du moins les RI telles que je les entends c'est-à-dire, très généralement, l'étude des relations entre acteurs étatiques et non étatiques de sociétés séparées. D'abord, nous ne sommes pas si nombreux à avoir opté pour cette spécialisation et à disposer d'un statut stable à l'Université. Ensuite, notre spécialité est de plus en plus revendiquée par des collègues qui font de la « sociologie politique de l'international » voire de la politique comparée : deux approches fort intéressantes, mais dans lesquelles un internationaliste comme moi ne se retrouve pas car il y manque l'analyse relationnelle qui fait l'essentiel de l'international. Enfin, nous sommes nous-mêmes divisés entre ceux qui privilégient l'étude des théories et ceux qui préfèrent partir

du terrain pour remonter à la conceptualisation : hypothético-déductifs contre empirico-inductifs ! En bref, un petit monde, concurrencé et un peu divisé. Ceci explique sans doute que les RI ne soient pas toujours aux rendez-vous proposés par l'AFSP.

Mag AFSP: La France est-elle le seul pays où les RI ne sont pas une discipline à part entière des sciences sociales, où il n'y a pas de « département des RI » dans les universités ?

G. D.: Oui, par rapport aux pays que je connais un peu et où j'ai été invité, en Europe et ailleurs, le traitement français des RI est un cas singulier. Mais j'ajoute immédiatement que je ne m'en plains pas. Des initiatives ont été lancées à plusieurs reprises (je pense à l'Association des internationalistes dans les années 2010 à laquelle j'ai appartenu) pour afficher notre identité disciplinaire et l'institutionnaliser via une section particulière du CNU. Je n'ai jamais été favorable à cette démarche pour la simple et bonne raison que je ne partage pas l'idée selon laquelle les RI constituent une « discipline » : il s'agit pour moi d'un champ d'étude exposé au questionnement de toutes les sciences sociales, certainement pas limité à des théories et à des méthodes spécifiques. Par la diversité de ses objets et de ses méthodes, la science politique me semble offrir à l'inter-

“ Un champ d'étude exposé au questionnement de toutes les sciences sociales, certainement pas limité à des théories et à des méthodes spécifiques. ”

nationaliste une discipline où il peut s'inscrire de façon tout à fait satisfaisante. Le dialogue avec d'autres disciplines (histoire, sociologie, droit, philosophie, économie, etc.) ne pose aucune difficulté et je ne vois aucun avantage à cloisonner un peu plus nos disciplines qui le sont déjà assez comme cela. À mon avis, il en va de même pour l'économie politique internationale dont les travaux francophones sont stimulants (Kébabdjian, Paquin, Chavagneux, Jabko, notamment) mais encore peu développés et pas assez encouragés.

Mag AFSP: Dans les années 1990, la formule « les RI à la française » a fait son apparition. À quelle spécificité renvoyait-elle ? Et s'applique-t-elle toujours ?

G. D.: Oui, je crois qu'il y a une approche francophone, plus que française (nombre de collègues belges, suisses et canadiens, notamment, s'y retrouvent), qui revendique dans ses études une place plus importante faite à l'histoire et à la sociologie qu'aux théories des RI. Celles-ci étant issues principalement des États-Unis, Stanley Hoffmann a pu considérer que les RI sont « une science sociale américaine ». S'y ajoutent un nombre de travaux et une puissance de publication à la mesure de l'influence des États-Unis et de la langue anglaise dans le monde. C'est une petite musique différente (mais non nécessairement contradictoire) que fait entendre l'approche francophone que je qualifie de « sociologie des relations internationales »² et qui repose sur trois caractéristiques. D'une part, un postulat selon lequel les faits internationaux sont des faits sociaux, objectivables et relationnels, et, à ce titre, ouverts à l'investigation de toutes les sciences sociales. D'autre part, une démarche empirique et historiquement documentée. Enfin, un objectif tendant à saisir le changement et à faire de l'évolution (débarassée de son finalisme) une catégorie de l'analyse socio-politique pour mieux comprendre le présent. Bien sûr, tous les internationalistes francophones (et français en particulier) ne se retrouvent pas dans cette orientation intellectuelle. Mais il me semble qu'elle constitue le trait qui nous distingue le plus des approches paradigmatiques beaucoup plus en vogue dans le monde anglophone, de la « sociologie politique de

“
Fédérer
des chercheuses
et des chercheurs
qui peuvent se
sentir isolé.e.s
est une mission
importante.”

l'international » souvent plantée dans ce que Howard Becker appelle « l'éternel présent ethnographique » ou bien de la géopolitique médiatique qui excelle dans les commentaires surplombants sans véritable ancrage disciplinaire.

Mag AFSP: La sous-discipline des RI est généralement présentée comme divisée entre « réalistes » et « constructivistes ». Cette summa divisio est-elle toujours de mise ?

G. D. : Les paradigmes auxquels vous faites référence se donnent sous des formes variées et des versions « néo » de telle sorte que le classement des auteurs (là encore, principalement anglo-étatsuniens) devient parfois une affaire d'initiés. Ceci dit, il est vrai que trois grilles de lecture principales — libérale, réaliste, constructiviste et leurs variantes — se partagent assez largement le marché académique. Du côté des acteurs, c'est une autre affaire. Les diplomates français ne semblent guère intéressés. Encore récemment, dans les presque 400 pages de ses Mémoires au Quai d'Orsay, Gérard Araud consacre une ligne à la recherche française qu'il juge « souvent théorique et irréaliste »³. Il ne cite pas pour autant d'autres travaux de recherche étrangers... Quoi qu'il en soit, le libéralisme, le réalisme et le constructivisme sont des lunettes conceptuelles indéniables. Chacune possède des hypothèses propres sur la nature du système (plus ou moins anarchique), sur son caractère plus ou moins stato-centré et sur ses modes de structuration accordant plus ou moins de place aux rapports de puissance (réalisme), aux dispositifs de coopération (libéralisme) et aux idées, normes et valeurs (constructivisme). Mais la plupart du temps, il s'agit de considérations très macro utilisant des variables relativement « épaisses » : la puissance, l'intérêt, l'identité. De là, la frustration de beaucoup de chercheurs, d'étudiants ou d'acteurs lorsqu'il s'agit de saisir la complexité des faits internationaux (conflits, diplomatie, négociations, politiques étrangères, etc.) qui mêlent dans des proportions variables et fluctuantes l'attrait de la force, la contrainte de la norme, la disposition à coopérer et bien d'autres motivations encore. C'est là que l'enquête socio-historique

apparaît plus précise pour comprendre et interpréter. Dans cette perspective, il n'y a pas lieu de se situer dans tel ou tel paradigme avant de commencer sa recherche. En revanche, il apparaît souvent en conclusion que les paradigmes ne sont pas aussi stabilisés et cloisonnés qu'on pourrait le penser. Par ailleurs, j'observe que les enseignants-chercheurs enseignent beaucoup les paradigmes (dans les cours et les manuels d'introduction aux RI), mais en font un usage bien plus limité dans leurs travaux⁴. On peut faire le même constat du côté des acteurs qui ne semblent pas considérer les paradigmes des RI très prédictifs.

Mag AFSP: Quels sont les grands chantiers qu'il faudrait lancer pour contribuer au rayonnement des RI dans la France d'aujourd'hui ?

G. D. : Ce sont moins des « chantiers » thématiques qu'il faut développer que l'opportunité de les présenter. Les travaux francophones couvrent une très large palette de thèmes avec des points forts sur les politiques étrangères, la coopération internationale, les études stratégiques, la réflexion théorique. Il faut développer des réseaux de recherche à l'instar du GRAM et de son Observatoire⁵ ou de l'Association pour les études sur la guerre et la stratégie (AEGES)⁶. Fédérer des chercheuses et des chercheurs qui peuvent se sentir isolé.e.s est une mission importante. Y compris de manière interdisciplinaire. Il faudrait que ces réseaux bénéficient d'un soutien financier plus significatif de la part des institutions auxquelles ils se rattachent et qu'ils développent plus de liens avec les pouvoirs publics, les think tanks, les acteurs non étatiques. Les internationalistes français souffrent de dispersion et d'isolement. Avec la création d'une Section d'études internationales (SEI) en 2000, l'AFSP avait contribué à une dynamique très positive pendant 10 ans. Il est dommage que cette initiative n'ait pas été relancée de manière vigoureuse.

Mag AFSP: Comment se positionne aujourd'hui la « jeune génération » des internationalistes dans le champ disciplinaire ? Quels choix théoriques et éditoriaux, quelles préférences et contraintes pour les carrières ?

G. D. : Je ne me sens absolument pas habilité à généraliser. Je peux juste parler des jeunes internationalistes que j'ai fréquentés ou accompagnés ces dernières années. Je constate d'abord une forte internationalisation (maîtrise de plusieurs langues, post-docs ou séjours de recherche à l'étranger, publications anglophones, participation à des colloques et/ou des réseaux internationaux de recherche, recrutement par des universités étrangères). C'est une tendance très nette au moins depuis une dizaine d'années. Les jeunes internationalistes français s'exportent ! Elles ou ils sont également très détendu.e.s vis-à-vis des paradigmes des RI : pas de « paradigmatisme », mais plutôt des approches empiriques, socio-historiques, faisant montre de ce que Merton aurait appelé « un éclectisme discipliné ». Avec un choix de carrière plutôt porté vers l'Université que vers le CNRS et un goût prononcé pour l'enseignement dont la spécificité n'est pas toujours suffisamment reconnue. Au fond, tout se passe comme si n'importe quel politiste pouvait enseigner les relations internationales, ce qui engendre nécessairement une frustration de la part de celles et ceux qui estiment disposer d'une formation plus adéquate. Les RI remplissent les amphithéâtres mais d'autres que les internationalistes pensent pouvoir s'en charger ! On retrouve ici un certain manque de reconnaissance des compétences proprement internationalistes au sein de la science politique. On le voit bien dans le profil des postes proposés au recrutement de MCF par exemple. Rares sont les demandes pour des postes clairement et simplement fléchés « relations internationales ». Il est fréquent de considérer que les spécialistes de sociologie politique ou de politique comparée peuvent faire le même travail alors que leurs objets sont rarement inscrits dans le système international qui demeure, à mon sens, le contexte pertinent. Il ne suffit pas d'étudier un objet soumis à des effets extraterritoriaux pour « faire des relations internationales » ni pour disposer de la

culture socio-historique nécessaire. J'ai même tendance à penser que les jeunes internationalistes (politistes) ont souvent une culture en sciences sociales (histoire, sociologie, économie, droit, notamment) suffisamment solide pour pouvoir passer sans difficulté d'un cours de RI à un cours de sociologie politique, voire de politiques publiques, alors que d'après mon expérience, l'inverse est moins probant. J'ajoute que la sélection du CNU est relativement sévère (taux de qualification de 50 % contre 67-68 % pour la sociologie politique et les politiques publiques en 2021) et que le manque de postes, clairement fléchés RI, est un peu vécu comme une « double peine ».

Mag AFSP: Les RI sont-elles la discipline la plus « conflictuelle » au sens de ce que résumait Marie-Claude Smouts quand elle écrivait en 1998 que les RI n'ont « jamais vu se clore aucun débat né en son sein » ? En quoi la controverse scientifique fonctionne-t-elle différemment ou de façon idéaltypique en RI si c'est le cas ?

G. D. : Malgré toute mon amitié pour Marie-Claude, je ne partage pas son constat. D'abord, s'il y a concurrence des paradigmes, on a vu que beaucoup d'internationalistes se tiennent à distance : soit ils ne s'en occupent pas, soit ils bricolent des modèles hybrides en empruntant des traits particuliers à différents paradigmes. Quant aux résultats, malgré des conceptions initiales différentes, ils peuvent converger si l'on quitte les débats généraux pour se pencher sur des études de cas. Par exemple, savoir quels sont les acteurs

principaux du système international peut provoquer de vastes débats doctrinaux (« monde stato-centré » versus « monde multi-centré »), mais il apparaît vite que la recherche est bien plus consensuelle lorsque l'on étudie un terrain précis (un conflit, une négociation, une organisation internationale) et que l'enseignement le plus riche consiste à examiner l'interaction entre les acteurs concernés et son évolution. Ensuite, s'il existe parmi nous des débats « conflictuels » (sur « l'efficacité » des organisations internationales, sur « le rôle » de l'arme nucléaire, sur « le sens » de l'aide au développement, etc.), quel est le champ de recherche qui échappe aux controverses ? Il me semble que parmi les historiens et les sociologues, pour ne citer qu'eux, les débats récurrents ne manquent pas non plus. Récemment, en visitant une exposition au Musée de l'Homme, je constatais qu'il existait toujours un débat entre les préhistoriens sur le point de savoir s'il existait une « guerre » paléolithique... N'est-ce pas d'ailleurs le sens de la démarche scientifique de ne jamais clore la controverse mais de tenter seulement (ce qui est déjà beaucoup) d'atteindre un plus grand degré de certitude ? De mon point de vue, les internationalistes ne fonctionnent pas différemment que les autres *social scientists*. En fin de compte, s'il y a un « conflit » (le mot est sans doute un peu fort) ce serait plutôt au sein de la science politique entre la prétention hégémonique de la sociologie politique (et notamment d'une certaine sociologie critique qui mobilise souvent les mêmes références et les mêmes « paradigmes ») à traiter l'ensemble

des objets de notre discipline sans beaucoup d'égards pour les autres spécialités, notamment les relations internationales (et la théorie politique). Nous sommes nombreux à le penser, mais peu osent le dire. Un rééquilibrage serait bienvenu.

**PROPOS RECUEILLIS
PAR LA RÉDACTION**

¹ <https://gram.cnrs.fr/>

² C'est d'ailleurs le titre d'un ouvrage dont la 5^{ème} édition a été publiée en février 2023 : *Sociologie des relations internationales* par Guillaume Devin, Marieke Louis aux Editions La Découverte, coll. Repères.

³ ARAUD Gérard, *Passeport diplomatique. Quarante ans au Quai d'Orsay*, Paris, Grasset, 2019, p.27

⁴ Voir les résultats de l'enquête internationale *Teaching, Research and International Policy* (TRIP, 2017). Si l'on estime que la référence au constructivisme vise plus la méthode en sciences sociales que la théorie en RI, la part de celles et ceux qui n'utilisent aucun paradigme dans leurs recherches dépasse les 40%, notamment aux États-Unis. Une distance avec les paradigmes soulignée également en France par Thierry Balzacq, Jérémy Cornut et Frédéric Ramel dans leurs commentaires du sondage TRIP 2014 : « *Les Global International Relations* comme alternative à la discipline hégémonique. Le cas des relations internationales en France », *Critique internationale*, 2017/1, n° 74, p. 80.

⁵ <https://observatoire-multilateralisme.fr/>

⁶ <http://www.aeges.fr/association/>



© PIERRE-EMMANUEL CHARON